

Sens [public]

Revue internationale
International Web Journal
www.sens-public.org

L'hiver de force

Sur le retournement des élites québécoises

DOMINIC DESROCHES

L'hiver de force

Sur le retournement des élites québécoise

Dominic Desroches

« *Mon pays ce n'est pas un pays, c'est l'hiver.* »

Gilles Vigneault

L'hiver s'est installé sur le Québec. Le temps froid est revenu et la neige s'est subitement mêlée à une pluie verglaçante qui fait craindre le pire pour ceux qui veulent du changement, car ce cocktail météorologique rend toutes les routes impraticables. Et comme la longue période de gel n'est pas propice aux changements politiques, la situation du Québec est et demeura inquiétante. Si la tradition veut que, l'hiver venu, l'on reste à la maison et que l'on regarde la télévision, voilà qui n'a rien de rassurant pour une population victime de plus d'une décennie de règne libéral.

Quand on observe la gouvernance politique, on constate que la « belle province » s'enfoncé dans un nouvel épisode pour le moins difficile de sa jeune histoire, une sorte d'hiver de force, si l'on peut se permettre d'adapter ici le titre d'un grand roman québécois¹. L'hiver de force politique est à entendre comme un phénomène angoissant en démocratie car il exprime le désengagement et le refroidissement des élites.

Des projets économiques peu rassembleurs

On peut défendre cette thèse en montrant d'abord combien les projets économiques actuels sont peu rassembleurs. Non seulement ils ne sont pas définis en fonction des besoins réels de la population, mais ils prennent un tour idéologique et par là dangereux. Le gouvernement libéral utilise l'argent des Québécois pour défendre son « Plan nord » – le Premier Ministre y voit son testament politique – qui n'emporte pas l'adhésion. Ce plan est douteux parce que les entreprises, surtout étrangères, invitées à développer les ressources minières et gazières au nord du 49e parallèle, n'ont pas à s'engager auprès de la population. Il semble supposer que l'État construit les routes du nord, assurent les coût d'entretien et que les compagnies privées les utilisent pour

¹ Ducharme, Réjean, *L'hiver de force*, Paris, Gallimard, Folio, 1973. On rappellera au passage qu'il est aussi l'auteur des romans intitulés *Le nez qui voque*, *Les enfantômes* et *L'avalé des avalées*.

maximiser leurs profits. Le Plan Nord est le projet phare du premier ministre libéral Jean Charest. Le gouvernement estime, pour la presse, qu'il générera des investissements de 80 milliards de dollars sur 25 ans. Pourtant, clame l'opposition, les entreprises qui ont signé proviennent peu du Québec et auront peu de redevances à payer à l'État québécois : elles profiteront de ressources qui auraient pu ou dû enrichir une population forcée de payer des impôts élevés.

De même dans le dossier déjà célèbre du gaz de schiste. Comme on sait, partout où cette industrie s'implante, aux États-Unis comme en Europe, on note des problèmes majeurs : les profits ne sont pas partagés et les risques environnementaux sont toujours prévus aux frais des gouvernements. Les puits, comme au Québec, sont abandonnés et les terres contaminées. Que doit faire alors l'État ? Il doit payer pour les dégâts. Que dire aussi du projet hydro-électrique de la Romaine, la dernière grande rivière à harnacher du Québec ? Au lieu de développer l'énergie éolienne ou tout autre type d'énergie, le gouvernement libéral investit massivement dans un modèle énergétique appartenant au passé et pour le moins discutable. Si l'hydro-électricité, à la vérité, a fait la fortune du Québec en 1960-1970, son développement est moins prometteur aujourd'hui en raison des coûts économiques et environnementaux. Les Québécois voient d'un mauvais œil ces nouveaux projets non par parce qu'ils refusent l'investissement et l'innovation, mais parce qu'ils sont sensibles à l'environnement et que, par le passé, les compagnies privées, souvent américaines, à la tête de projets similaires ont exploité les travailleurs et quitté les lieux sans pénalités lorsque les investissements s'avéraient moins rentables. Les gouvernements successifs, malheureusement, tous partis confondus, ont trop souvent plié l'échine devant les grosses compagnies et bradé ainsi les ressources naturelles de tous.

Une famille politique en miettes

On peut encore développer notre thèse d'un hiver de force politique en observant à quel point la scène politique n'est pas celle d'une famille en discussion, mais plutôt celle d'une politique en miettes. La multiplication des partis divise au lieu d'unir. Loin d'entrer en dialogue et de chercher des solutions pour tous, les partis se brisent, éclatent, sans conduire à un gain démocratique. Les partis politiques se divisent, comme les Québécois d'ailleurs, qui s'affaiblissent ensuite devant un gouvernement fédéral de plus en plus monarchiste.

Le règne libéral au provincial, entaché par la corruption, la collusion et les magouilles, a été l'un des pires de l'histoire du Québec moderne. Pourtant, l'insatisfaction généralisée n'entraîne pas de changement. Peu de gouvernements ont ainsi fait l'unanimité contre eux, comme l'indique les sondages relatifs à la satisfaction de la population, alors que rien de bouge et que tout gèle.

Or la population québécoise est prise en otage dans un système qui ne la sert plus. L'héritage du parlementarisme britannique, basé sur le bipartisme, fait mal à une population qui a désormais besoin du sens des nuances. Loin de la proportionnelle, le système en place encourage le règne de minorités qui s'opposent, lesquelles qui ne représentent plus la volonté populaire. Les Libéraux restent au pouvoir parce que la population n'a plus le goût de la politique, en vérité elle n'y croit plus, et que les nouveaux partis divisent le vote, ce qui rend improbable un changement majeur. L'arrivée de nouveaux partis fondés par d'anciens députés du Parti québécois – la Coalition pour l'avenir du Québec (CAQ) de François Legault et Option Québec (OQ) de Jean-Martin Aussant – risque d'oublier et d'affaiblir ensuite la majorité francophone en reportant au pouvoir le parti du désintéressement, c'est-à-dire le parti libéral du Québec (PLQ).

Pour affiner ce portrait, il faut rappeler le retournement des élites politiques. Le Parti québécois (PQ) est en crise permanente depuis l'élection de sa cheffe, Pauline Marois, pourtant « appuyée » par 93% de ses membres. Contestée de partout, notamment par les syndicats, la cheffe insiste pour rester à la tête d'un parti menacé de disparition, selon l'un de ses députés les plus estimés, Bernard Drainville.

L'ancien chef du Bloc québécois à Ottawa, Gilles Duceppe, qui a vu son parti indépendantiste balayé par « la vague orange » de 2011 au fédéral, testait ses appuis et menaçait de remplacer Marois. En se laissant désirer de la sorte, il maintenait jusqu'à tout récemment un *nez qui voque* peu rassembleur. Certains députés vedettes ont aussi démissionné alors que d'autres quittaient le parti en espérant échapper au naufrage annoncé du plus important véhicule souverainiste du Québec. Les transfuges ne pensaient visiblement pas à la cause, mais à la possibilité de prendre le pouvoir avec un parti favorisé, provisoirement s'entend, dans les sondages. Les membres du PQ, sans conteste le parti d'une génération, celle des « boomers », se déchirent encore sur la place publique, ce qui nuit à la crédibilité déjà fort entachée du parti à l'opposition officielle.

L'Action démocratique du Québec (ADQ) vient d'être *avalée* sous nos yeux par la Coalition pour l'avenir du Québec. On verra dans cette fusion la reprise du combat de la droite autonomiste du Québec par d'autres moyens. Quant au Parti libéral du Québec, il est usé par le pouvoir et fortement corrompu. Incapable de gouverner – il recule constamment, comme en témoigne le dossier de la Commission d'enquête sur la construction –, il voit ses meilleurs députés le désert. Ces derniers quittent la vie politique pour s'offrir des emplois prestigieux dans le secteur privé. Que ce soit l'ancien ministre de la santé, Philippe Couillard, passé à Persistence Capital Partners à titre de partenaire du Fonds d'investissements PCP en santé ou l'ex-ministre des Ressources naturelles et de la Faune, et responsable du Plan nord, Nathalie Normandeau, passée à la firme Raymond Chabot Grant Thornton qui a (quel hasard !) des intérêts dans le Plan Nord, l'idée est toujours la même : on se soumet volontiers à l'épreuve de la politique, on apprend les rouages du

public, pour aller s'avantager ensuite, s'offrir une carrière, tel est bien le retournement des élites, peut-être même leur « révolte », pour reprendre la thèse de Christopher Lasch.

Et cela ne vaut pas que pour les Libéraux. L'ancien premier ministre Lucien Bouchard, un ancien conservateur sur la scène fédérale, un chef du Bloc québécois, un péquiste au Québec, est devenu le porte-parole des compagnies de gaz de schiste ! L'ancien premier ministre du Québec, celui qui disait protéger la population, défend maintenant les intérêts de gazières ! Défendu ainsi, nous n'avons sans doute plus besoin d'ennemis... Le Québec ne présente donc pas de famille politique unie, ce qui lui coûte cher au niveau national mais aussi au niveau fédéral, puisqu'il n'a plus de poids politique à Ottawa et que certains de ses politiciens se sont retournés contre lui. Les fantômes du passé peuvent alors revenir hanter la population du Québec, comme on le voit avec le retour, depuis l'élection majoritaire des Conservateurs, de la monarchie britannique au Canada.

Une langue française laissée à elle-même...

Les élites se détournent en outre de plus en plus du français. Le « nous » disparaît au profit du *Me*. Les premiers à exploiter ce passage soumis vers l'anglais sont les artistes qui veulent être reconnus hors Québec, comme les Simple Plan, Arcade Fire ou le Cirque du Soleil, et qui reviennent servilement à l'imitation. Les organisateurs de festival et les politiciens, complices de cette démission identitaire, applaudissent un ex-Beatles ou Elton John sur les Plaines d'Abraham, à Québec. Mais ce ne sont pas que les artistes qui cherchent la gloire hors Québec...

On apprenait récemment que certains décideurs à la Caisse de dépôt et placements du Québec (CDPQ) – « le bas de laine des Québécois » – ne s'exprimaient pas en français. *Idem* pour des cadres de la Banque Nationale, une institution majeure dans l'économie québécoise. Et comme si cela n'était pas assez, on nommait récemment instructeur en chef de l'équipe de Hockey de Montréal, une première en trente ans, un entraîneur unilingue anglophone, au mépris d'une population francophone majoritaire et passionnée de hockey.

Non seulement ces situations traduisent un abandon, du laisser-aller, un retournement, voire un refroidissement des élites à l'égard de la population, mais elles témoignent des premières rafales de l'hiver de force pour ceux qui ne parlent pas aisément deux langues dans une mondialisation plus anglophile que culturelle. L'anglais reprend donc une place démesurée dans une petite société qui n'est plus irriguée ni défendue par son élite, ce qui enfante, on le comprendra, de nouveaux fantômes. Le risque de cet abandon de la langue des ancêtres, pour finir, c'est que nos enfants soient élevés par des fantômes et qu'ils n'aient pas eu le temps de mettre au point une véritable *spectropolitique*, c'est-à-dire une politique spectrale attentive aux

problèmes du passé non résolus, capable de redonner le goût de la liberté. Le Québec est *enfantôme*.

Le Québec stagne. Il est replié. Il gèle et n'a plus de rêve. Au lieu de s'occuper de lui-même, de s'offrir un printemps avant l'heure, il reste dans sa petite cuisine et laisse son élite se retourner contre lui. Il se laisse affoler par les revenants de toutes sortes et les fantômes du passé. La liberté collective disparaît parce que les Québécois, abandonnés par les leurs, ont maintenant besoin des autres, comme s'ils n'étaient plus rien par eux-mêmes. Cela est d'autant plus triste que l'hiver, s'il n'était pas forcé mais choisi, pourrait mener au pays. L'hiver, on se rappelle Gilles Vigneault, pourrait être une si belle saison.